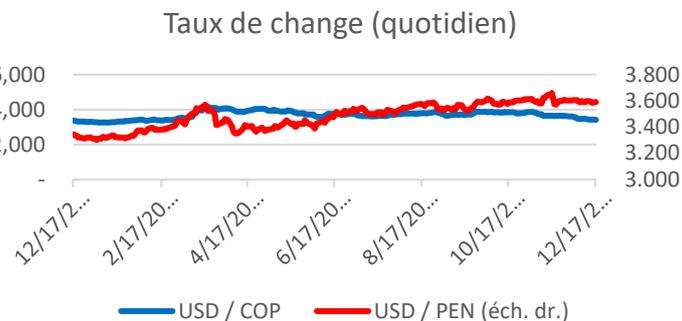
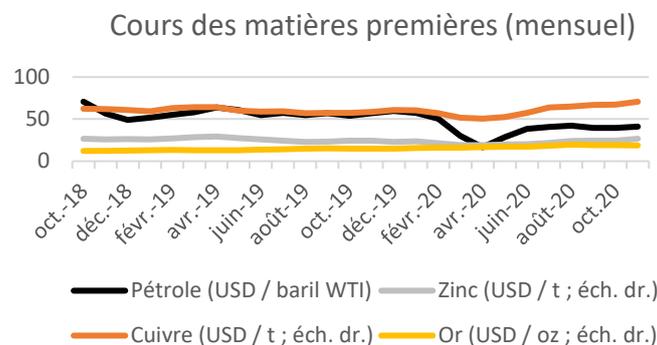




**Région**

**2019 – Population : 138 M**

**PIB : 785 Mds USD**



**Bolivie**

**2019 – Population : 12 M**

**PIB : 42 Mds USD**

**Le gouvernement rétablit les restrictions à l'exportation de blé, riz et farine de blé.**

Le gouvernement bolivien a décidé de suspendre la vente à l'étranger de blé, riz et farine de blé en rétablissant le « certificado de abastecimiento y precio justo » mis en place en 2008. Cette autorisation préalable à l'exportation avait été abolie en 2020 par le gouvernement de Jeanine Añez. Le nouveau gouvernement de Luis Arce estime qu'il est nécessaire de le rétablir afin de garantir la sécurité alimentaire du pays. Les milieux d'affaires craignent pour leur part que ces restrictions ne réduisent la quantité de devises entrant dans le pays.

**Le ministère de l'Économie justifie sa décision d'écarter une dévaluation de la monnaie.**

Le débat sur la dévaluation du boliviano est récurrent : le taux de change de 6,9 bolivianos par USD est inchangé depuis 2011 et la surévaluation de la monnaie bolivienne (de l'ordre de 30% selon le FMI) provoque des distorsions macroéconomiques (perte de compétitivité des exportations, utilisation des réserves internationales nettes pour maintenir le taux de change). Le MEF écarte une dévaluation à court terme pour deux motifs : (i) les exportations de gaz (principale source de devises étrangères) sont exprimés en dollars ; (ii) les trois quarts des importations sont des biens intermédiaires et d'équipement pour la production nationale, dont une dévaluation augmenterait le coût, au détriment des producteurs ou des consommateurs.

**Colombie**

**2019 – Population : 48 M**

**PIB : 328 Mds USD**

**La compagnie Ecopetrol investira entre 3,5 et 4 Mds USD en 2021.**

C'est ce qu'a annoncé la compagnie pétrolière la plus importante du pays, en vue de restaurer la croissance, d'accroître la compétitivité et de consolider la transition énergétique. Près de 80% des ressources seront allouées à des projets en Colombie et les 20% restant iront à des investissements aux Etats-Unis et au Brésil. Le plan a été élaboré avec un prix moyen du Brent attendu de 45 USD par baril pour l'année prochaine et une production comprise entre 700.000 et 710.000 bpj. Ecopetrol prévoit également le forage de neuf puits d'exploration, dont huit seraient situés en Colombie. Enfin le groupe confirme son ambition d'incorporer 400 MW d'énergies renouvelables d'ici 2023.

**Le Congrès approuve la loi sur l'entrepreneuriat.**

Il s'agit d'une initiative comportant cinq axes principaux : tarifs différenciés et simplification pour la création d'entreprises, facilités d'accès aux marchés publics pour les micros et PME ; facilité d'obtention de ressources et meilleur accès aux instruments financiers ; mise à jour du cadre réglementaire et nouvelles mesures qui associent le système éducatif à l'écosystème de l'entrepreneuriat. Grâce à cette loi qui fait partie du Plan national de développement 2018-2022, le gouvernement entend placer l'esprit d'entreprise en tant que pilier de la réactivation de l'économie.

**Equateur**

**2019 – Population : 17 M**

**PIB : 108 Mds USD**

**L'Assemblée approuve la loi anticorruption.**

L'Assemblée Nationale a approuvé la loi anticorruption qui était un des critères accordés avec le FMI pour valider le décaissement de 2 Mds USD (le conseil d'administration devant valider ce décaissement se réunira le 21 décembre prochain). Le gouvernement compte également sur 263 MUSD de la CAF pour boucler les besoins de financement de l'année 2020 et couvrir les arriérés estimés à 2,5 Mds USD au 16 décembre.

**La Banque centrale révisé ses prévisions de croissance pour 2020 et 2021.**

La Banque centrale table sur une récession de -8,9% en 2020, contre -9,6% lors de sa dernière prévision en juillet, en raison d'une reprise de l'économie à partir du mois de septembre grâce notamment à la fin de l'état d'exception et des restrictions de mobilité. Par ailleurs, la Banque centrale prévoit un retour à la croissance dès l'an prochain, à un rythme de 3,1%, portée essentiellement par la croissance des exportations et de l'investissement privé.

**Guyana****2019 – Population : 0,785 M****PIB : 5,2 Mds USD****Des investisseurs surinamais ont injecté 28 M USD dans la construction d'un hôtel Marriott**

Un MoU a été signé entre l'entreprise surinamaïse Blue Investment Group et l'office guyanais prévoyant l'investissement pour la construction d'un hôtel Marriott de 150 chambres à côté de l'aéroport international Correia à Ogle, sur la côte est du Demerara. Cet investissement de 28 M USD devant aboutir à la création de 100 emplois témoigne de la coopération grandissante entre les deux pays voisins.

**Pérou****2019 – Population : 32 M****PIB : 229 Mds USD****Fitch modifie sa perspective pour la dette péruvienne étrangère de « stable » à « négative »**

Pour justifier de cette décision, qui concerne à la fois la dette en monnaie locale et étrangère, l'agence de notation cite la détérioration de la balance de paiements ainsi que la moindre prévisibilité des politiques publiques (Fitch a qualifié les mesures du Congrès de « populistes », notamment les retraits autorisés du système public de retraites). Fitch souligne également les défis auquel le gouvernement fera face pour réduire le déficit budgétaire pour stabiliser la dette. Toujours selon l'agence, le manque de cohésion politique et la faiblesse des institutions depuis les élections de 2016 diminuent la capacité du futur gouvernement (élu en 2021) à mettre en œuvre des réformes fiscales, politiques et économiques qui amélioreraient la productivité.

**Suriname****2019 – Population : 0,597 M****PIB : 3,7 Mds USD****Fitch a revu à la hausse la note de la dette souveraine du Suriname de défaut restrictif à « C »**

Après l'accord obtenu le 4 décembre par le Suriname avec ses créanciers sur un nouvel échelonnement des paiements du service de la dette à hauteur de 48,5 MUSD, initialement dus à la fin mars 2021. La dette du pays devrait atteindre 137% du PIB et la situation des finances publiques dégradée contraint le nouveau président Santokhi à mettre en place des mesures d'austérité budgétaire impopulaire. Le Suriname cherche par ailleurs à obtenir un prêt du FMI afin de soutenir le budget 2021.

**Venezuela****2019 – Population : 28 M****PIB : 70 Mds USD****L'opposition a mené une consultation populaire en réponse aux résultats des élections législatives.**

Menée par Juan Guaido, l'opposition a déclaré que plus de 6,4 M de personnes (dont 850.000 depuis l'étranger) ont participé à une consultation via Internet et auprès de 3.000 stands informels après les élections du 6 décembre. Les Vénézuéliens devaient se prononcer sur les questions suivantes : i) Exigez-vous la cessation de l'usurpation de la présidence par Nicolas Maduro et demandez-vous des élections présidentielles et parlementaires libres, justes et vérifiables ? ii) Rejetez-vous l'évènement du 6 décembre organisé par le régime de Nicolas Maduro et demandez-vous à la communauté internationale de l'ignorer ? iii) Ordonnez-vous que les mesures nécessaires soient prises devant la communauté internationale afin d'activer la coopération, l'accompagnement et l'assistance pour sauver notre démocratie, faire face à la crise humanitaire et protéger les personnes des crimes contre l'humanité ?

**PdVSA a commencé à transférer du brut depuis une installation flottante en haute mer.**

La société pétrolière publique PdVSA a commencé le premier de plusieurs transferts cette semaine depuis l'installation flottante de stockage et de déchargement de Nabarima, ancrée dans le champ pétrolier de Corocoro au large de la côte est du pays. Les données de suivi de Refinitiv montrent que le pétrolier vénézuélien Icare a navigué jusqu'à Nabarima et jeté l'ancre près de la plateforme pétrolière. Les autorités de Trinité-et-Tobago, pays voisin, ont visité le Nabarima en octobre et ont déclaré que s'ils étaient convaincus que le Nabarima était dans un état stable, le processus de déchargement présentait des risques.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [jeanne.morinay@dgtresor.gouv.fr](mailto:jeanne.morinay@dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité : le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional  
Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine  
Revu par : Julien BUISSART  
Version du 24 septembre 2020